

# **— RAPPORT DES ACTIVITÉS NORMATIVES DU GOUVERNEMENT 2022**



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE  
Gouvernement

# PRÉSENTATION DU CONSEIL DES MINISTRES

Selon la Constitution togolaise, article 66 alinéa 3, le conseil des ministres se réunit sous la présidence de Son Excellence Monsieur le Président de la République. Il réunit le Premier ministre ainsi que tous les ministres.

Des personnalités peuvent être conviées à y participer selon les très hautes instructions de Son Excellence Monsieur le Président de la République.

La Constitution togolaise ne précise pas de fréquence pour les réunions du Conseil des ministres. Leur tenue est fonction de la pratique, de l'actualité mais également des contraintes d'agenda.

L'ordre du jour, la date et l'heure de la réunion du Conseil des ministres sont instruites par le Chef de l'Etat.

# TYPES DE TEXTES PRÉSENTÉS LORS DES CONSEILS DES MINISTRES

Trois (03) types de textes sont présentés lors des Conseils des ministres :

- **Les avant-projets de loi**

Un avant-projet de loi est élaboré lorsqu'il faut adopter une nouvelle législation.

- **Les projets de décret**

Un projet de décret constitue, la plupart du temps, une mesure d'application d'une loi ou d'une ordonnance.

- **Les communications**

Une communication est présentée :

pour informer de l'évolution d'une activité ou d'une situation dont la réalisation ou le contrôle entre dans les attributions d'un ministre ;

lorsqu'il y a lieu de demander au conseil son accord de principe pour la réalisation d'une activité à caractère exceptionnel ;

lorsque cette activité nécessite une affectation spéciale de crédits pour couvrir ses frais de réalisation ;

lorsqu'elle concerne les relations internationales ;

lorsqu'elle se traduit par l'envoi en mission à l'étranger de hauts fonctionnaires.

Il peut également être présenté lors des Conseils, des comptes-rendus, en divers, qui visent à faire le point sur une situation ou une activité.

## **LES MISSIONS DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT**

Service administratif et technique placé auprès du Premier ministre, il coordonne la préparation des projets de lois et de règlements émanant des différents départements ministériels et assure le parcours de tout projet de texte en vérifiant sa conformité avec les dispositions constitutionnelles et sa compatibilité avec les textes législatifs et réglementaires en vigueur.



A ce titre, son rôle consiste à accompagner tout projet de texte du début de sa conception jusqu'à sa publication au Journal officiel.

Egalement, il assure le secrétariat du conseil des ministres et fait le suivi des instructions du conseil des ministres

L'ensemble de ces missions sont menées en étroite collaboration du Secrétariat général de la Présidence de la République et des cabinets de Son Excellence Monsieur le Président de la République et du Premier ministre.

## **CHIFFRES CLÉS DE 2022**

**Au cours de cette année 2022 :**

**29 Conseils des ministres ont été tenus ;  
23 avant-projets de loi ont été présentés et 19 ont été adoptés ;  
60 décrets sont passés et 51 ont été adoptés ;  
68 communications sont passées.**

# **RAPPEL DES CHIFFRES CLÉS D'OCTOBRE 2020 À DÉCEMBRE 2021**

Entre octobre 2020 et décembre 2021 :

35 Conseils des ministres ont été tenus ;  
34 avant-projets de loi ont été présentés et 21 ont été adoptés ;  
62 décrets sont passés et 37 ont été adoptés ;  
120 communications sont passées.

## TABLEAU DES LOIS ET DÉCRETS PASSÉS EN CONSEILS DES MINISTRES 2022

| Mois         | Date de passage en conseil | Titre du texte                                                                                                                                                                   | Message clé                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Alignement sur les axes de la FDR 2020-2025 | Statut |
|--------------|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|--------|
| Janvier 2022 | 05 janvier<br>Lomé         | Décrets                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                             |        |
|              |                            | Projet de décret portant réglementation de la caution, de la garantie de loyer et du bail d'habitation.                                                                          | Ce projet de décret vise à plafonner le montant de la caution et de la garantie de loyer au Togo, afin de limiter les spéculations actuelles pratiquées dans notre pays et en particulier dans le grand Lomé, tout en tenant compte de la nécessité de préserver les investissements réalisés par ceux qui contribuent à améliorer l'offre de logement disponible. | Axe 1                                       | Adopté |
|              |                            | Projet de décret fixant les conditions de coopération entre les organisations non gouvernementales (ONG) et le gouvernement.                                                     | Ce projet de décret permet à l'Etat d'assurer le contrôle, la transparence et l'efficacité des actions des ONG et de renforcer ainsi les résultats des interventions de ces dernières.                                                                                                                                                                             | Axe 3                                       | Adopté |
|              | 20 janvier<br>Lomé         | Projet de décret déclarant d'utilité publique et autorisant les travaux d'extension de la réserve foncière spéciale des cantons de Dalavé et de Kpomé dans la préfecture de Zio. | Ce projet de décret autorise la constitution d'une réserve foncière spéciale estimée à 2505 ha de l'Etat dans ces cantons afin de poursuivre la réalisation des ouvrages au profit des populations.                                                                                                                                                                | Axe 2                                       | Adopté |
|              |                            | Lois                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                             |        |
|              |                            | Projet de loi modifiant la loi n°91-04 du 12 avril 1991 portant charte des partis politiques.                                                                                    | Ce projet de loi vise à adapter la charte des partis politiques aux réalités actuelles.                                                                                                                                                                                                                                                                            | Axe 3                                       | Adopté |
|              |                            | Projet de loi portant création des collectivités territoriales régionales.                                                                                                       | Ce projet de loi permet de créer les collectivités territoriales « régions » gérées par des conseillers régionaux élus, qui désigneront à leur tour des exécutifs régionaux qui joueront un rôle important dans le développement local.                                                                                                                            | Axe 3                                       | Adopté |
|              |                            | Décrets                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                             |        |

|              |                                               |                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |             |        |
|--------------|-----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------|
|              |                                               | Projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement de la radio et télévision du Togo (RTVT).                                                              | Ce projet de décret permet de donner un nouveau statut aux médias audiovisuels publics togolais dans leur structure et leur fonctionnement, et son adoption marque une étape décisive dans le processus de transformation du paysage audiovisuel de notre pays.                                                                                                                         | Axe 3       | Adopté |
| Février 2022 | 07 février<br>Pya<br>(Préfecture de la Kozah) | Lois                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |             |        |
|              |                                               | Projet de loi relative à la police des étrangers en République togolaise.                                                                                                    | Ce projet de loi, conformément à l'axe 3 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025, contribue à la modernisation du pays et au renforcement de ses structures. Il contribue à l'atteinte des objectifs de digitalisation des services publics à travers le e visa.                                                                                                               | Axe 3       | Adopté |
|              |                                               | Projet de loi uniforme relative à l'activité d'affacturage dans les Etats membres de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA).                                               | Ce projet de loi a pour objectif de favoriser le développement de l'affacturage en tant qu'offre de financement adaptée aux problèmes de trésorerie des entreprises et en particulier, des TPME.                                                                                                                                                                                        | Axes 2 et 3 | Adopté |
|              |                                               | Décrets                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |             |        |
|              |                                               | Projet de décret portant fixation du taux d'intérêt légal.                                                                                                                   | Ce projet de décret fixe le taux d'intérêt légal à 4% pour l'année 2022.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Axe 3       | Adopté |
|              |                                               | Projet de décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Direction de la planification, des statistiques et du suivi-évaluation des Ministères. | Ce projet de décret permet de mettre en place des structures-types dans les ministères pour optimiser l'animation des fonctions de planification, de production des statistiques et de suivi-évaluation. La création de ces directions contribuera à la mise en œuvre efficace et efficiente des politiques publiques sectorielles et de la feuille de route gouvernementale 2020-2025. | Axe 3       | Adopté |
|              |                                               | Projet de décret portant création, organisation, composition et fonctionnement du conseil consultatif foncier.                                                               | Ce projet de décret vise à mettre en place un cadre d'échanges et de concertations relatives aux actions à privilégier en matière foncière et domaniale.                                                                                                                                                                                                                                | Axe 1       | Adopté |
|              | 23 février<br>Lomé                            | Décrets                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |             |        |
|              |                                               | Projet de décret fixant les modalités de protection des personnes contre les                                                                                                 | Ce projet de décret permet à notre pays de disposer d'un instrument juridique de protection de sa                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Axe 1       | Adopté |

|              |                 |                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |       |                             |
|--------------|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-----------------------------|
|              |                 | effets des champs électriques, magnétiques et électromagnétiques provenant des rayonnements non ionisants.                                         | population contre les impacts probables des rayonnements non ionisants, conforme aux exigences et aux standards internationaux en la matière.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |       |                             |
|              |                 | Projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement du Conseil national du travail.                                              | Ce projet de décret définit les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Conseil national du travail qui a pour attributions i) d'examiner et de formuler des propositions et avis sur toutes questions touchant le travail, la main-d'œuvre, l'emploi, la formation professionnelle, la sécurité sociale, la sécurité et la santé au travail ainsi que l'amélioration des conditions de travail ; ii) de promouvoir et de favoriser le principe de coopération tripartite ; iii) de contribuer à la préservation de la paix sociale et de l'emploi. | Axe 3 | Adopté                      |
|              |                 | Projet de décret relatif à la représentativité des syndicats professionnels et à l'exercice du droit de grève en République togolaise.             | Ce projet de décret définit les conditions de constitution et les critères de représentativité des syndicats professionnels ainsi que les conditions d'exercice du droit de grève. Il s'inscrit dans la volonté du gouvernement de promouvoir le dialogue social et la recherche du compromis au sein des entreprises et des secteurs d'activités.                                                                                                                                                                                                               | Axe 1 | Adopté                      |
| Mars<br>2022 | 07 mars<br>Lomé | Lois                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |       |                             |
|              |                 | Projet de loi portant modification de la loi n° 2012-002 du 29 mai 2012 portant code électoral.                                                    | La modification de cette loi garantit une meilleure représentativité des territoires de la région au sein du conseil régional.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Axe 3 | Examiné                     |
|              |                 | Projet de loi portant interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. | -                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Axe 3 | Examiné en première lecture |
|              |                 | Décrets                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |       |                             |
|              |                 | Projet de décret fixant les conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail ou du travail à distance.                                      | Ce projet de décret détermine les principes, les conditions et modalités régissant le télétravail ou travail à distance et encadre les possibilités                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Axe 3 | Adopté                      |



|  |                 |                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |       |        |
|--|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------|
|  |                 |                                                                                                                                          | d'aménagement des modes de travail lorsque les circonstances l'exigent et que les moyens technologiques le permettent.                                                                                                                                                                                                                     |       |        |
|  |                 | Projet de décret fixant les conditions de mise en œuvre du travail intérimaire.                                                          | Ce projet de décret constitue une innovation qui prend en compte l'émergence et le développement des entreprises et structures d'intérim. Il garantit aux employés, aux entreprises et aux sociétés d'intérim une protection juridique adéquate.                                                                                           | Axe 3 | Adopté |
|  | 16 mars<br>Lomé | Lois                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |       |        |
|  |                 | Projet de loi modifiant la loi n° 2020-009 du 10 septembre 2020 relative à l'identification biométrique des personnes physiques au Togo. | Ce projet de loi réorganise les missions de l'Agence nationale de l'identification (ANID) dans le but de lui permettre d'enregistrer les données nécessaires pour la gestion de la base de données du registre social des personnes et des ménages.                                                                                        | Axe 1 | Adopté |
|  |                 | Projet de loi modifiant la loi n° 2018-026 du 07 décembre 2018 sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité.              | Ce projet de loi a pour objet de clarifier les compétences de l'Agence nationale de la cybersécurité (ANCy) en ce qui concerne la qualification des outils et acteurs de la cybersécurité.                                                                                                                                                 | Axe 3 | Adopté |
|  |                 | Décrets                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |       |        |
|  |                 | Projet de décret portant approbation du plan national d'attribution des bandes de fréquences radioélectriques (PNAF).                    | Ce projet de décret a pour objet l'approbation du nouveau PNAF en République togolaise afin de tenir compte des recommandations de la conférence mondiale des radiocommunications de 2019 (CMR-19) qui portent notamment sur les communications électroniques et le développement des réseaux mobiles de cinquième (5ème) génération (5G). | Axe 3 | Adopté |
|  |                 | Projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement du Fonds national de la finance inclusive (FNFI).                  | Ce projet de décret permet au FNFI, à travers ses attributions redéfinies et étendues, de favoriser l'accès d'un plus grand nombre aux services financiers et contribuer notamment à l'atteinte des objectifs de l'axe 1 de la vision 2025 dédié au « renforcement de l'inclusion et l'harmonie sociales et la consolidation de la paix ». | Axe 1 | Adopté |

|            |                                                         |                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |       |                             |
|------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-----------------------------|
|            | 25 mars<br><b>Gando</b><br>(Préfecture de l'Oti-Sud)    | <b>Décrets</b>                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |       |                             |
|            |                                                         | Projet de décret portant organisation et fonctionnement de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC).                                                                                                                             | Ce projet de décret permet à l'Agence de se doter de nouveaux organes pour mieux remplir ses obligations régaliennes. Ceci dans l'optique de contribuer au développement du hub logistique togolais de transport aérien.                                                                                                                                                                                       | Axe 2 | Adopté                      |
|            |                                                         | Projet de décret portant création, organisation et fonctionnement de l'Office national de sécurité routière (ONSR).                                                                                                                    | Ce projet de décret vient renforcer le dispositif institutionnel existant, compétent et nécessaire pour la mise en œuvre des stratégies et programmes de lutte contre l'insécurité routière dans notre pays.                                                                                                                                                                                                   | Axe 2 | Adopté                      |
|            |                                                         | Projet de décret portant code de déontologie des ingénieurs au Togo.                                                                                                                                                                   | Ce projet de décret répond aux exigences d'efficacité des prestations d'ingénieur et à l'éthique professionnelle. Il contribue à la mise en œuvre de l'axe 3 de la feuille de route gouvernementale 2020 - 2025.                                                                                                                                                                                               | Axe 3 | Adopté                      |
|            |                                                         | Projet de décret portant institution d'un conseil national de direction provisoire de l'Ordre national des ingénieurs du Togo (ONIT).                                                                                                  | Ce projet de décret a pour objet d'organiser le conseil national de direction des ingénieurs du Togo qui est l'organe exécutif de l'Ordre. Il en définit les modalités, les conditions d'éligibilité, le nombre des membres ainsi que la durée des mandats. Son adoption permet une bonne administration et gestion de l'Ordre et par conséquent, une meilleure pratique de la profession d'ingénieur au Togo. | Axe 3 | Adopté                      |
| Avril 2022 | 10 avril<br><b>Mandouri</b><br>(Préfecture de Kpendjal) | <b>Décrets</b>                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |       |                             |
|            |                                                         | Projet de décret portant règles applicables aux livres fonciers et registres sous forme électronique.                                                                                                                                  | Ce projet de décret répond au besoin de modernisation du système national de conservation foncière. Il concourt à l'amélioration du climat des affaires et s'inscrit dans l'axe                                                                                                                                                                                                                                | Axe 3 | Adopté                      |
|            |                                                         | Projet de décret portant modification du décret n°2018-174/PR du 10 décembre 2018 fixant les taux, les modalités de recouvrement et d'affectation des frais et redevances dus par les opérateurs exploitants de réseaux et services de | -                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Axe 3 | Examiné en première lecture |

|                 |                                                            |                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |       |                             |
|-----------------|------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-----------------------------|
|                 |                                                            | communications électroniques, les fournisseurs d'équipements et terminaux et les installateurs d'équipements radioélectriques.                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |       |                             |
|                 |                                                            | Projet de décret portant modalités de mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des contrats de partenariat public privé.            | Ce projet de décret précise les règles qui régissent la préparation, la passation, le contrôle, l'exécution et la régulation des contrats de partenariat public-privé conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins.                                                        | Axe 3 | Adopté                      |
|                 | 21 avril<br><b>Garo</b><br><b>(Préfecture de Cinkassé)</b> | <b>Décrets</b>                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |       |                             |
|                 |                                                            | Projet de décret portant modalités d'application de la loi n° 2022-005 du 15 avril 2022 relative à la police des étrangers en République togolaise. | Ce projet de décret permet de disposer d'une base de données fiable en vue de répondre plus efficacement aux défis sécuritaires liés aux mouvements de personnes, tout en renforçant l'attractivité du pays en tant que destination de choix pour les touristes et les opérateurs économiques.      | Axe 3 | Adopté                      |
|                 |                                                            | Projet de décret portant missions, attributions, organisation et fonctionnement de l'unité de partenariat public-privé.                             | Ce projet de décret permet de renforcer la compétitivité du pays et diversifier ses sources de financement pour la réalisation des infrastructures stratégiques en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations.                                                                     | Axe 3 | Adopté                      |
|                 |                                                            | Projet de décret fixant les conditions et les modalités de défrichement.                                                                            | -                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Axe 2 | Examiné en première lecture |
| <b>Mai 2022</b> | 04 mai<br><b>Lomé</b>                                      | <b>Lois</b>                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |       |                             |
|                 |                                                            | Projet de loi portant interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.  | Ce projet de loi régit l'importation, l'exportation, la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi des armes chimiques et leur destruction. Il permet au Togo de lutter efficacement contre la prolifération des armes chimiques, source de grave insécurité à l'égard des populations. | Axe 3 | Adopté                      |
|                 |                                                            | Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel portant amendement du préambule du                                                | -                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Axe 3 | Adopté                      |



|  |                       |                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |       |                             |
|--|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-----------------------------|
|  |                       | protocole relatif à la Cour de justice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi que de l'article 4 paragraphe 1 de la version anglaise dudit protocole. |                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |       |                             |
|  |                       | <b>Décrets</b>                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |       |                             |
|  |                       | Projet de décret portant code des marchés publics.                                                                                                                                           | Ce projet de décret vient renforcer le cadre juridique existant en prévoyant des dispositions innovantes permettant la réalisation rapide des divers projets engagés par les autorités contractantes en lien avec la feuille de route gouvernementale 2020-2025.                                    | Axe 3 | Examiné en première lecture |
|  | 11 mai<br><b>Lomé</b> | <b>Décrets</b>                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |       |                             |
|  |                       | Projet de décret portant code des marchés publics.                                                                                                                                           | -                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Axe 3 | Examiné en deuxième lecture |
|  |                       | Projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement de l'autorité de régulation de la commande publique (ARCOP).                                                           | Cette réforme renforce l'autonomie de cette institution et améliore son mode de fonctionnement afin de pouvoir faire face aux défis posés par la régulation de la commande publique notamment la célérité, la transparence et l'efficacité.                                                         | Axe 3 | Adopté                      |
|  |                       | Projet de décret portant organisation et fonctionnement du fonds national de promotion culturelle (FNPC).                                                                                    | Ce projet de décret définit les nouvelles dispositions du FNPC qui permettront un accroissement des ressources et l'élargissement du domaine d'intervention du fonds afin d'assurer un meilleur soutien aux acteurs du monde culturel et artistique.                                                | Axe 3 | Adopté                      |
|  | 30 mai<br><b>Lomé</b> | <b>Lois</b>                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |       |                             |
|  |                       | Projet de loi portant modification de la loi n° 2017-007 du 22 juin 2017 relative aux transactions électroniques.                                                                            | Ce projet de loi permet notamment de renforcer les règles relatives à la copie électronique et à la conservation de la signature électronique qualifiée, réglementer le cachet électronique et le coffre-fort numérique et ainsi faciliter les relations entre les citoyens et les administrations. | Axe 3 | Adopté                      |

|                  |                         |                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |       |        |
|------------------|-------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------|
|                  |                         | Projet de loi portant nouveau code de procédure pénale.                                                                                                                                                                                                          | Ce nouveau code permet notamment de renforcer les droits des victimes, les droits de la défense, d'organiser des alternatives aux poursuites, à la détention provisoire et établir les voies de recours en matière criminelle.                                                                                                                                                     | Axe 1 | Adopté |
|                  |                         | Projet de loi portant modification de la loi n° 2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales modifiée par la loi n° 2018-003 du 31 janvier 2018, la loi n° 2019-006 du 26 juin 2019 et la loi n° 2021-020 du 11 octobre 2021. | Ce projet de loi est élaboré pour apporter des clarifications sur les dispositions relatives au rôle de coordination, dévolu aux conseils régionaux ; à l'interprétation de certaines compétences par les collectivités territoriales ; à la destitution du maire et de ses adjoints.                                                                                              | Axe 3 | Adopté |
|                  |                         | Projet de loi modifiant la loi n° 2019-018 portant attributions et fonctionnement du district autonome du Grand Lomé.                                                                                                                                            | L'adoption de ce projet de loi permet de régler la question de la coordination d'activités exécutées dans le cadre de compétences exercées par les treize (13) communes en vue de s'assurer de la même qualité de tâches, en particulier, celle relative à la salubrité dans l'ensemble de la capitale.                                                                            | Axe 3 | Adopté |
|                  |                         | <b>Décrets</b>                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |       |        |
|                  |                         | Projet de décret portant définition du ressort territorial et la répartition du nombre de conseillers par région et par circonscription électorale (préfecture).                                                                                                 | Ce projet de décret précise le ressort territorial, le nombre de conseillers et leur répartition entre les préfectures relevant du ressort territorial.                                                                                                                                                                                                                            | Axe 3 | Adopté |
|                  |                         | Projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement de la direction nationale du contrôle de la commande publique (DNCCP).                                                                                                                     | Ce projet de décret qui s'inscrit dans le cadre des réformes récentes du cadre de la commande publique vise à adapter la DNCCP à ses nouvelles missions de contrôle des procédures concernant les marchés publics et les contrats de partenariat public-privé. Cette réforme permet à la DNCCP de renforcer l'efficacité et la célérité des procédures de traitement des dossiers. | Axe 3 | Adopté |
| <b>Juin 2022</b> | <b>13 juin<br/>Lomé</b> | <b>Décrets</b>                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |       |        |

|  |                 |                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |       |         |
|--|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------|
|  |                 | Projet de décret instaurant l'état d'urgence sécuritaire dans la région des savanes.                                                                  | Ce projet de décret renforce la célérité de la prise des décisions et facilitera une meilleure agilité des services publics et des forces de défense et de sécurité.                                                                                                                                                                   | Axe 1 | Adopté  |
|  |                 | 02 Projets de décret portant sur la fixation des coûts de délivrance des visas d'entrée au Togo et de la carte de séjour.                             | Ces projets de décret portent sur la fixation des coûts de délivrance des visas d'entrée au Togo et de la carte de séjour. S'inspirant des pratiques constatées en la matière et en vue d'améliorer son attractivité, notre pays, suite à la dématérialisation de la procédure de demande de visa, a entrepris d'actualiser les coûts. | Axe 3 | Examiné |
|  |                 | Projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement de la chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT).                        | Ce projet de décret vise à permettre aux élus consulaires de mieux collaborer pour mener des actions en synergie, de disposer d'une chambre consulaire inclusive capable de mieux défendre les intérêts du secteur privé pour le développement socio-économique du Togo.                                                               | Axe 2 | Adopté  |
|  |                 | Projet de décret portant sur le régime électoral de la chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo).                                         | Ce projet de décret institue une commission électorale consulaire (CEC), chargée du processus électoral, avec des démembrements dans chaque région économique et dans le Grand Lomé (CECR). Elle est composée de neuf (9) membres.                                                                                                     | Axe 2 | Adopté  |
|  | 27 juin<br>Lomé | <b>Lois</b>                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |       |         |
|  |                 | Projet de loi relatif à l'orientation des transports.                                                                                                 | L'adoption de ce projet de loi permet de disposer d'un cadre juridique d'orientation dans lequel tout projet, tout programme dans ce secteur devrait s'inscrire afin de satisfaire les besoins des usagers dans les conditions de sécurité, de sûreté et de mobilité optimales.                                                        | Axe 2 | Adopté  |
|  |                 | <b>Décrets</b>                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |       |         |
|  |                 | Projet de décret portant création, attributions, composition et fonctionnement du Conseil national de gestion des accords commerciaux au Togo (CNAC). | Ce projet de décret permet d'assurer une participation significative des structures impliquées, afin de parvenir à la mise en œuvre efficace des accords commerciaux signés par le Togo. Ainsi, notre pays pourra profiter                                                                                                             | Axe 2 | Adopté  |

|              |                    |                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                              |       |        |
|--------------|--------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------|
|              |                    |                                                                                                                                                 | pleinement de toutes les opportunités qu'offrent les accords et leurs protocoles.                                                                                                                                                                            |       |        |
| Juillet 2022 | 06 juillet<br>Lomé | Lois                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                              |       |        |
|              |                    | Projet de loi relatif à la protection des apprenants contre les violences à caractère sexuel au Togo.                                           | L'adoption de ce projet de loi permet non seulement de mettre en place les mécanismes de prévention de ces actes, de protéger et d'accompagner les victimes, mais également de renforcer l'arsenal répressif.                                                | Axe 1 | Adopté |
|              |                    | Projet de loi portant statut de zone franche dans le secteur du textile et de l'habillement.                                                    | L'adoption de ce projet de loi permet à notre pays de disposer d'un véritable outil d'accélération de l'installation des industries du secteur du textile et de l'habillement et de booster ainsi un secteur à forte intensité en main d'œuvre.              | Axe 2 | Adopté |
|              |                    | Décrets                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                              |       |        |
|              |                    | Projet de décret portant code des marchés publics.                                                                                              | Ce projet de décret permet une meilleure gestion des acquisitions, une célérité des procédures, un renforcement du climat des affaires, une professionnalisation des acteurs et une amélioration de la consommation des crédits budgétaires.                 | Axe 3 | Adopté |
|              |                    | Projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement de l'INAM, organisme de gestion de l'assurance maladie universelle (AMU). | Ce projet de décret élargit et adapte les attributions de l'INAM afin d'assurer la mise en œuvre efficace et efficiente de l'Assurance maladie universelle au Togo (AMU).                                                                                    | Axe 1 | Adopté |
|              | 07 juillet<br>Lomé | Lois                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                              |       |        |
|              |                    | Projet de loi portant modification de dispositions législatives en faveur du renforcement des droits de la femme.                               | Ce projet de loi vise notamment à renforcer davantage les droits de la femme dans les domaines du mariage, à l'occasion de la maternité, du travail, de la protection contre les violences domestiques et les violences économiques, de la sécurité sociale. | Axe 1 | Adopté |
|              |                    | Décrets                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                              |       |        |

|                  |                           |                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                               |       |                             |
|------------------|---------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-----------------------------|
|                  |                           | Projet de décret portant procédure à observer pour l'adressage des voies par les collectivités territoriales.                                                    | Ce projet de décret a été élaboré en vue de définir la procédure à suivre pour l'exécution de cette compétence partagée tout en définissant les voies et places susceptibles de faire l'objet d'adressage et en précisant les modalités techniques d'un adressage harmonieux. | Axe 3 | Adopté                      |
|                  |                           | Projet de décret fixant les modalités de destitution d'un maire ou du président d'un conseil régional.                                                           | Ce projet de décret vise à préciser les modalités de mise œuvre du processus de destitution d'un maire ou d'un président de conseil régional. Il tire les leçons de l'expérience récente de l'application de la loi relative à la décentralisation et aux libertés locales.   | Axe 3 | Adopté                      |
|                  |                           | Projet de décret portant création, attributions et organisation de l'agence nationale de développement des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME). | Ce projet de décret permet de mieux contrôler et suivre toutes les actions de financement orientées vers le développement des TPME, d'harmoniser et de garantir le respect des règles et procédures de financement, d'avoir une base de données pour un meilleur suivi.       | Axe 3 | Adopté                      |
|                  | 25 juillet<br><b>Lomé</b> | <b>Décrets</b>                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                               |       |                             |
|                  |                           | Projet de décret fixant les modalités d'application de la loi n° 2013-011 du 07 juin 2013 portant code de la route.                                              | Ce projet de décret contribue à la mise en œuvre effective des dispositions du code de la route et à la réduction sensible des causes d'accidents.                                                                                                                            | Axe 2 | Examiné                     |
|                  |                           | Projet de décret portant approbation du document de politique de l'industrie du textile et de l'habillement du Togo, 2022-2030.                                  | La mise en œuvre de cette politique permettra de réaliser l'ambition du pays en matière de création de véritables industries extractives et transformatrices conformément à la feuille de route gouvernementale 2020 - 2025.                                                  | Axe 2 | Examiné en première lecture |
| <b>Août 2022</b> | 03 août<br><b>Lomé</b>    | <b>Décrets</b>                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                               |       |                             |
|                  |                           | Projet de décret fixant les modalités d'application de la loi n° 2013-011 du 7 juin 2013 portant code de la route.                                               | Ce projet de décret s'inscrit dans la dynamique des réformes engagées par le gouvernement dans le secteur des transports, en vue d'améliorer la sécurité des usagers de la route.                                                                                             | Axe 2 | Adopté                      |
|                  |                           | Projet de décret portant mission, composition, organisation et fonctionnement du comité de régulation                                                            | Afin de renforcer le cadre de gouvernance de cette assurance, ce présent projet de décret crée un comité de régulation inclusif dont l'objectif sera de : donner                                                                                                              | Axe 1 | Adopté                      |



|  |                 |                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                 |       |                             |
|--|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-----------------------------|
|  |                 | de l'Assurance maladie universelle (AMU).                                                                                                                                                                                                                        | les orientations nécessaires, garantir l'équilibre financier et contribuer à la pérennité du système national d'assurance maladie.                                                                                              |       |                             |
|  |                 | Projet de décret portant institution de redevances pour services rendus par l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC).                                                                                                                                      | -                                                                                                                                                                                                                               | Axe 3 | Examiné en première lecture |
|  | 25 août<br>Lomé | <b>Décrets</b>                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                 |       |                             |
|  |                 | Projet de décret fixant les modalités de détermination des redevances pour services rendus par l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC).                                                                                                                   | Ce projet de décret permet de préciser le cadre général dans lequel ces redevances sont perçues tout en tenant compte de la compétitivité de notre plateforme aéroportuaire et des règles internationales régissant la matière. | Axe 3 | Adopté                      |
|  |                 | Projet de décret relatif à la qualification des prestataires de services de confiance de cybersécurité et des produits de sécurité et à l'agrément des centres d'évaluation.                                                                                     | Ce projet de décret permet d'assurer une efficacité dans la sécurisation des systèmes d'information des administrations et opérateurs de services essentiels.                                                                   | Axe 3 | Adopté                      |
|  |                 | Projet de décret portant code de bonne conduite des représentants de l'Etat dans les organes de gouvernance des entreprises publiques, des établissements publics nationaux et dans les comités ainsi que dans les entreprises privées à participation publique. | Ce projet de décret permet de maintenir le respect des principes d'intégrité, de loyauté et de professionnalisme des représentants des ministères au sein des organes de gouvernance et/ou comités.                             | Axe 3 | Adopté                      |
|  |                 | Projet de décret fixant le taux, les modalités de recouvrement et d'affectation de la redevance de régulation du système des marchés publics.                                                                                                                    | S'inscrivant dans la continuité des réformes visant à améliorer le climat des affaires et le cadre normatif de la commande publique, le présent projet de décret vise à baisser le taux de la redevance des marchés publics.    | Axe 3 | Adopté                      |
|  | 31 août<br>Lomé | <b>Lois</b>                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                 |       |                             |



|                |                                               |                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                |                             |
|----------------|-----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------------------|
|                |                                               | Projet de loi relatif aux Centres de gestion agréés (CGA).                                                                                                                                                                                              | L'adoption de ce texte permet que les CGA soient désormais créés également par plusieurs types d'acteurs économiques (membres de chambre de commerce, experts comptables, experts fiscalistes, membres de chambre de métier et d'agriculture...) et de disposer d'entreprises fortes, dynamiques qui sont sources de développement de notre pays. | Axe 2          | Adopté                      |
|                |                                               | Décrets                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                |                             |
|                |                                               | Projet de décret relatif aux modalités d'inscription, de rectification et d'actualisation des données démographiques et biométriques des personnes physiques et aux conditions d'utilisation du numéro d'identification unique en République togolaise. | Ce projet de décret précise les modalités pratiques de mise en œuvre des procédures d'enregistrement des populations dans le cadre de l'attribution de numéros d'identification unique.                                                                                                                                                           | Axe 1          | Examiné en première lecture |
| Septembre 2022 | 09 septembre<br>Lomé                          | Décrets                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                |                             |
|                |                                               | Projet de décret relatif aux modalités d'inscription, de rectification et d'actualisation des données démographiques et biométriques des personnes physiques et aux conditions d'utilisation du numéro d'identification unique en République togolaise. | Ce projet de décret permet de préciser le cadre général dans lequel les opérations relatives aux données démographiques et biométriques sont effectuées, ainsi que les conditions d'utilisation du numéro d'identification unique.                                                                                                                | Axe 1          | Adopté                      |
|                | 13 septembre<br>Kpalimé (Préfecture de Kloto) | Lois                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                |                             |
|                |                                               | Projet de loi de finances rectificative, exercice 2022.                                                                                                                                                                                                 | Ce projet de loi se justifie par l'évolution de la conjoncture socio-économique nationale et internationale, intervenue au cours de l'exécution de la loi de finances initiale promulguée le 31 décembre 2021. Il tient compte également de l'évolution de la situation sécuritaire régionale et nationale.                                       | Axes 1, 2 et 3 | Adopté                      |
|                |                                               | Décrets                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                |                             |
|                |                                               | Projet de décret portant création, attributions, organisation et                                                                                                                                                                                        | Ce projet de décret vise à mettre en place un observatoire de la qualité des services délivrés, afin de s'assurer que les citoyens/clients obtiennent des                                                                                                                                                                                         | Axe 3          | Adopté                      |

|                     |                             |                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |       |                              |
|---------------------|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|------------------------------|
|                     |                             | fonctionnement de l'Observatoire de la qualité des services financiers du Togo.                                                                                                    | services de qualité à un coût soutenable, tant de la part des acteurs du secteur bancaire que de ceux du secteur des assurances. Il s'agit d'un dispositif visant à accompagner et encourager les progrès constatés dans notre pays quant à l'inclusion financière des populations. |       |                              |
|                     | 23 septembre<br><b>Lomé</b> | <b>Décrets</b>                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |       |                              |
|                     |                             | Projet de décret portant approbation du document de politique de l'industrie du textile et de l'habillement du Togo, 2020-2030.                                                    | S'inscrivant dans la vision développée par la feuille de route gouvernementale 2020-2025, elle permet de renforcer l'attractivité de notre pays auprès des investisseurs afin de transformer au Togo le coton produit dans notre pays.                                              | Axe 2 | Examiné en deuxième lecture  |
|                     |                             | Projet de décret portant cadre général d'organisation de l'assurance qualité dans les établissements d'enseignement supérieur, centres ou organismes de recherche et d'innovation. | -                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Axe 1 | Examiné en première lecture  |
| <b>Octobre 2022</b> | 04 octobre<br><b>Lomé</b>   | <b>Décrets</b>                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |       |                              |
|                     |                             | Projet de décret portant organisation et fonctionnement du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNCIA).                                                                 | Ce projet de décret qui crée un Centre national du cinéma et de l'image animée (CNCIA) s'inscrit dans le cadre des réformes engagées par le gouvernement dans ce secteur afin de lui donner un nouvel élan.                                                                         | Axe 3 | Examiné en première lecture  |
|                     |                             | 02 projets de décret portant délimitation des largeurs des emprises des routes et classification des routes en République togolaise.                                               | Ces projets de décret permettront de répondre aux défis auxquels le gouvernement est confronté dans l'exécution de ses projets d'infrastructures routières et de proposer des approches de solutions.                                                                               | Axe 2 | Examinés en première lecture |
|                     | 17 octobre<br><b>Lomé</b>   | <b>Lois</b>                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |       |                              |
|                     |                             | Projet de loi modifiant la loi n° 2018-005 du 14 juin 2018 portant code foncier et domanial.                                                                                       | Ce projet de loi vise à modifier la législation encadrant la mise en œuvre des procédures d'urgence afin d'instituer notamment des formalités davantage simplifiées et des délais raccourcis.                                                                                       | Axe 1 | Examiné en première lecture  |

|  |                    |                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |             |                             |
|--|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-----------------------------|
|  |                    | <b>Décrets</b>                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |             |                             |
|  |                    | Projet de décret portant organisation et fonctionnement du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNCIA).                                                                 | Ce projet de décret permet à notre pays de disposer de véritables industries de cinéma, susceptibles de créer de l'emploi et de générer de la richesse conformément aux ambitions du gouvernement.                                                                                                                                                             | Axe 3       | Adopté                      |
|  |                    | Projet de décret portant définition, classification et délimitation des largeurs des emprises des routes en République togolaise.                                                  | Ce projet de décret ouvre la voie, d'une part, à l'adoption de dispositions pratiques pour sécuriser les largeurs des emprises des routes en vue de faciliter les aménagements futurs. Il permet d'autre part de réduire considérablement les conflits liés aux occupations anarchiques des emprises des voies publiques.                                      | Axes 2 et 3 | Adopté                      |
|  |                    | Projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT).                                  | Ce projet de décret a pour objet de préciser les attributions, l'organisation et le fonctionnement, afin de lancer son opérationnalisation. Ceci dans le but de poursuivre et approfondir le processus de décentralisation, soutenir la performance des collectivités territoriales et communiquer une véritable culture de l'action publique au niveau local. | Axe 3       | Adopté                      |
|  | 27 octobre<br>Lomé | <b>Lois</b>                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |             |                             |
|  |                    | Projet de loi portant régime juridique applicable aux entreprises publiques en République togolaise.                                                                               | Répondant au besoin de transformation et de restructuration des entreprises publiques, l'adoption de ce texte concourt à la mise en œuvre de l'axe 3 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025, et participe à la concrétisation de la vision du gouvernement de renforcer ses structures.                                                              | Axe 3       | Examiné en première lecture |
|  |                    | <b>Décrets</b>                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |             |                             |
|  |                    | Projet de décret portant cadre général d'organisation de l'assurance qualité dans les établissements d'enseignement supérieur, centres ou organismes de recherche et d'innovation. | Ce projet de décret permet à ces institutions de recherche de disposer d'un système équilibré, fonctionnel et performant qui intègre des procédures aptes à soutenir des changements internes dans le sens de la consolidation de l'assurance qualité, d'une part, et de l'amélioration continue de la qualité de l'enseignement et de la recherche, d'autre   | Axe 1       | Adopté                      |

|               |                     |                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                |                             |
|---------------|---------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------------------|
|               |                     |                                                                                                      | part.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                |                             |
| Novembre 2022 | 02 novembre<br>Lomé | Lois                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                |                             |
|               |                     | Projet de loi portant régime juridique applicable aux entreprises publiques en République togolaise. | S'inscrivant dans la dynamique du gouvernement de moderniser le pays et renforcer ses structures tout en tenant compte du contexte actuel, le présent projet de loi fixe les règles relatives à la création, à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des entreprises publiques. Il détermine également les principes relatifs à la surveillance économique et financière, à la transformation, aux cessions d'actifs, à la dissolution ainsi qu'à la liquidation desdites entreprises.                          | Axe 3          | Examiné en deuxième lecture |
|               |                     | Décrets                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                |                             |
|               |                     | Projet de décret relatif au registre social des personnes et des ménages.                            | Ce projet de décret crée une base de données nationale dénommée « Registre social des personnes et des ménages (RSPM) » et fixe les conditions d'inscription audit registre ainsi que l'utilisation qui peut être faite de ces données. Le RSPM permettra de mieux cibler les personnes et/ou les ménages concerné(e)s par les programmes sociaux du gouvernement, de faciliter et de coordonner la conception et la mise en œuvre de ces programmes par les administrations concernées conformément à leurs attributions. | Axe 1          | Examiné en première lecture |
|               | 11 novembre<br>Lomé | Lois                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                |                             |
|               |                     | Projet de loi de finances, exercice 2023.                                                            | Ce projet de loi intervient dans un contexte sécuritaire qui reste préoccupant et prend en compte les priorités du gouvernement en matière de développement durable traduites dans les programmes budgétaires en lien avec la feuille de route gouvernementale 2020-2025, et les effets des crises actuelles auxquelles fait face notre pays.                                                                                                                                                                              | Axes 1, 2 et 3 | Adopté                      |
|               |                     | Décrets                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                |                             |

|               |                  |                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |             |                             |
|---------------|------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-----------------------------|
|               |                  | Projet de décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale de la météorologie (ANAMET).                              | Ce projet de décret permet de doter notre pays d'un service de météorologie capable d'exécuter efficacement ses missions, notamment la contribution à la sécurité et la sûreté aéroportuaire, et la fourniture de prévisions et d'informations indispensables aux autres secteurs d'activités concernés.                                                                     | Axes 2 et 3 | Adopté                      |
| Décembre 2022 | 21 décembre Lomé | Lois                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |             |                             |
|               |                  | Projet de loi relative au développement de l'écosystème d'innovation au Togo.                                                                                   | Ce projet de loi intervient dans un contexte de modernisation de l'économie togolaise visant le développement des activités numériques du secteur public et du secteur privé au bénéfice des citoyens et des entreprises.                                                                                                                                                    | Axe 3       | Examiné en première lecture |
|               |                  | Décrets                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |             |                             |
|               |                  | Projet de décret portant création des commissions électorales locales indépendantes (CELI).                                                                     | Ce projet de décret crée les CELI qui sont les premiers démembrements de la Commission électorale nationale indépendante tel que prévu par l'article 27 du code électoral.<br><br>La création des CELI s'inscrit dans le cadre de l'organisation des élections régionales démarrées depuis le 1er avril 2022, date d'entrée en fonction des nouveaux membres de la CENI.     | Axe 3       | Examiné                     |
|               |                  | Projet de décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'agence nationale d'assurance qualité de l'enseignement supérieur (ANAGES). | Ce projet de décret permet à notre pays de se doter d'une structure à même d'assurer la régulation, l'évaluation et l'accréditation dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur et la recherche. Cette agence permettra d'assurer la qualité du système d'enseignement supérieur et de recherche et de promouvoir la culture de l'évaluation et de l'assurance qualité. | Axe 1       | Adopté                      |
|               |                  | Projet de décret portant organisation et fonctionnement du fonds national de soutien à l'industrie cinématographique et audiovisuelle (FoNSICA).                | Ce projet de décret vient donner une nouvelle orientation au FoNSICA, affecté exclusivement pour le cinéma, l'audiovisuel et l'image animée. Ce fonds permettra de concourir à la mise en place et à la modernisation des structures et équipements techniques destinés à amoindrir les coûts de production des films togolais.                                              | -           | Adopté                      |